

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Amériques Nord et Sud > Brésil > **Comment le PT a embrassé le Centrão et laissé Marina et Sonia à la dérive.**

Comment le PT a embrassé le Centrão et laissé Marina et Sonia à la dérive.

mardi 30 mai 2023, par [MARTINS Rafael Moro](#) (Date de rédaction antérieure : 26 mai 2023).

Le parti savait depuis des semaines que le domaine de l'environnement serait déchiré au Congrès, mais, en plus d'abandonner les ministres, il a approuvé les changements qui rendent la structure du gouvernement Lula similaire à celle du gouvernement Bolsonaro

Quelques jours après la fin de [l'Acampamento Terra Livre](#), le plus grand événement annuel des peuples indigènes à Brasilia, la ministre [Sonia Guajajara](#) a reçu un appel téléphonique de Rui Costa. Ministre en chef de la Chambre civile, il est une sorte de gestionnaire du gouvernement du troisième mandat de [Luiz Inácio Lula da Silva](#). La conversation est rude : Sonia apprend de son collègue qu'elle va perdre la prérogative de décider de la démarcation de nouvelles terres indigènes. Il s'agissait d'une demande du banc des ruralistes, le plus fort, le mieux financé et le mieux organisé du Congrès national. L'ultimatum a été remis à M. Costa par Isnaldo Bulhões, député fédéral du MDB d'Alagoas et rapporteur de la mesure provisoire 1.154. Cette mesure, signée le 1^{er} janvier 2023, définit l'ensemble de l'organisation et des ministères du gouvernement Lula. Mais les ruralistes voulaient que tout reste comme avant, dans le gouvernement d'extrême droite de [Jair Bolsonaro](#). Et, au Congrès, ils n'ont jamais eu autant de force qu'aujourd'hui.

Jusqu'en 2022, le ministère de la justice était chargé d'émettre un document appelé ordonnance déclarative, l'étape la plus importante dans la démarcation d'une terre indigène. Le 1^{er} janvier, lorsque Lula a pris ses fonctions, il a tenu une promesse de campagne et créé le ministère des peuples indigènes (MPI). Le président a également transféré à ce ministère la responsabilité des décrets déclaratifs. Il s'agit de l'une des nombreuses décisions qui, dans la pratique, réorganisent la structure du gouvernement fédéral après Jair Bolsonaro, qui a mis à mal l'ensemble du cadre environnemental.

Les changements structurels du nouveau gouvernement ont été regroupés dans la mesure provisoire 1 154. Les mesures provisoires sont des décisions du président de la République qui entrent en vigueur immédiatement après leur signature. Elles doivent toutefois être ratifiées par le Congrès national dans un délai maximum de six mois, faute de quoi elles deviennent caduques, c'est-à-dire qu'elles perdent leur validité. Cette mesure provisoire est valable jusqu'au 1^{er} juin.

Le Congrès issu des urnes en octobre 2022 est le plus réactionnaire de l'histoire récente du pays. Le PL, le parti de Jair Bolsonaro, a élu 99 des 513 députés fédéraux ; d'anciens ministres du gouvernement d'extrême droite comme Damares Alves (Républicains-DF), Jorge Seif (PL-SC) et Sergio Moro (Union-PR) - ainsi que l'ancien vice-président Hamilton Mourão (Républicains-RS) - ont obtenu des mandats de huit ans en tant que sénateurs. « Le Brésil de 2023 n'est pas le même que celui de 2002 », avait prévenu Arthur Lira, président de la Chambre des représentants, il y a quelques semaines, alors que l'on critiquait le manque d'articulation politique du gouvernement. Dans un message tacite adressé à Lula, il a fait comprendre que le Congrès actuel, en plus d'être idéologiquement opposé, veut maintenir son leadership politique et son pouvoir sur les choix de dépenses de l'Union.

Lira, aujourd'hui principal dirigeant du Centrão, le nom utilisé pour le bloc de droite physiologique au Congrès, a également rappelé Lula à la réalité : il a rappelé que le PT ne jouit plus de la popularité écrasante de la fin de son second mandat. En décembre 2010, Lula a quitté le gouvernement avec un taux d'approbation de 80 %.

Face à des adversaires d'une telle puissance de feu, il aurait fallu que Lula et le PT, le parti qu'il a fondé avec d'autres leaders de gauche en 1980, forment la première ligne de défense de Sonia Guajajara (PSOL-SP), ministre des peuples indigènes, et de sa collègue [Marina Silva](#) (Rede-SP), ministre de l'environnement et du changement climatique (MMA). Cela n'a pas été le cas.

Les parlementaires du gouvernement ont assuré à SUMAÚMA que le texte voté au Congrès, [qui a délogé les ministères de Marina Silva et Sonia Guajajara](#), n'était pas une surprise pour le gouvernement. « Le coup est d'autant plus douloureux à cause de cela », a déclaré un membre du ministère des peuples indigènes.

« Le rapporteur est issu de la base gouvernementale [à la Chambre]. Il a débattu avec nous de tous les points du rapport », résume un observateur des négociations qui a requis l'anonymat. En résumé : la justification, brandie par les politiciens du gouvernement, selon laquelle la base de Lula a été prise par surprise par le contenu du rapport final du PM 1154 n'a aucun fondement dans la réalité.

En plus de retirer au ministère des peuples indigènes le pouvoir de mener les processus de démarcation des terres indigènes, Bulhões a arraché des mains de Marina Silva certains des outils fondamentaux du ministère de l'environnement et du changement climatique.

Le registre environnemental rural (CAR), par exemple, a été transféré au ministère de la gestion et de l'innovation dans les services publics, dirigé par l'économiste Esther Dweck. L'Agence nationale de l'eau (ANA) et le Système national de gestion et d'administration des ressources hydriques (SIGRH) ont été transférés au ministère de l'intégration et du développement régional. Ce portefeuille est dirigé par le piéton Waldez Góes, ancien gouverneur de l'Amapá qui est devenu l'ennemi de Marina et du secteur environnemental du gouvernement parce que l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (Ibama) a refusé à Petrobras une licence d'exploration pétrolière au large de la côte amazonienne.

Tout cela n'a pas empêché le ministre des relations institutionnelles, Alexandre Padilha, membre du PT et personnellement choisi par Lula pour s'occuper de l'articulation politique de son gouvernement, de célébrer le nouveau design de la PM 1154.

Vendredi (26/5), Lula a convoqué les ministres chargés de la coordination politique et les dirigeants du Congrès, ainsi que Marina Silva et Sonia Guajajara, pour une réunion destinée à essayer d'arrondir les angles et de décider de l'orientation du gouvernement.

Seul, dans la sécheresse de la salle verte

Le mercredi 24 mai, il est plus de 13h30 lorsque le député fédéral Nilto Tatto (PT-SP) ouvre une conférence de presse dans la salle verte de la Chambre des députés. Il était accompagné de Sonia Guajajara et des députés fédéraux [Célia Xakriabá](#) (PSOL), Dandara Tonantzin (PT) et Duda Salabert (PDT), tous trois élus du Minas Gerais, ainsi que de Kleber Karipuna et Dinamam Tuxá, coordinateurs exécutifs de l'Articulation des peuples indigènes du Brésil (Apib). Le député Airton Faleiro (PT-PA) et Suely Araújo, ancienne présidente de l'Ibama, faisaient partie du groupe qui s'est adressé aux journalistes pour évoquer les déboires du rapport d'Isnaldo Bulhões, alors sur le point d'être voté par la commission spéciale.

« Tout le monde se souvient de la campagne du président Lula, [qui a mis l'agenda indigène au centre du débat](#). C'est dans cette perspective que le ministère des peuples indigènes a été créé. Mais nous assistons à une véritable attaque contre un ministère qui a mis 523 ans à être créé, mais qui n'a même pas cinq mois pour être démantelé. Arracher la démarcation des terres au MPI, c'est nous enlever notre cœur, notre agenda principal, qui nous est si cher », s'est emportée Sonia dans la salle verte de la Chambre des représentants, tandis qu'elle suivait le tracteur ruraliste qui passait à côté de l'agenda environnemental conçu au début du gouvernement Lula.

Le plus frappant n'était pas les personnes présentes, mais l'absence des leaders du gouvernement et du PT - José Guimarães (PT-CE) et Zeca Dirceu (PT-PR) à la Chambre, Jaques Wagner (PT-BA) et Fabiano Contarato (PT-ES) au Sénat et Randolfe Rodrigues (sans parti-AP) au Congrès. Principalement parce que Marina Silva était également à la Chambre : elle était interrogée, dans un auditorium situé à deux minutes de marche de la Salle verte, par la Commission de l'environnement et du développement durable. Sa présence était d'ailleurs attendue lors de l'entretien, mais le retard de l'audition l'en a empêchée.

En politique, les signes non écrits comptent beaucoup. La présence d'un (presque deux) ministre du gouvernement Lula dans la salle verte sans être accompagné par les dirigeants du gouvernement et du PT était un message scandaleux. Marina et Sonia ont été abandonnées. Dans des conversations privées, le ministre des peuples indigènes n'a pas caché sa « grande déception » face au manque de soutien du gouvernement.

Tout au long de la matinée, la ministre de l'environnement et du changement climatique s'est montrée didactique et insistante auprès des députés (souvent d'extrême droite) venus l'écouter et l'interroger dans l'hémicycle : le démantèlement de l'espace environnemental est une balle dans le pied - y compris dans celui du secteur ruraliste lui-même. « Sortir l'agro-industrie brésilienne de la condition d'agro-industrie », dit-elle, fera du bien à l'économie du pays. « Le Brésil est au XXI^e siècle ce que les États-Unis sont au XX^e siècle. Nous sommes les seuls à disposer des conditions nécessaires pour avoir une matrice [énergétique] 100 % propre, pour générer de l'hydrogène vert et pour avoir une agriculture à faible émission de carbone », a projeté la ministre. À un moment donné, Marina a semblé exaspérée par l'incompréhension - délibérée ou non - qui l'entourait presque de toutes parts. « Le problème du Brésil, c'est l'absence d'une élite. L'élite, c'est ceux qui ont une pensée stratégique. Chico Mendes était une élite dans ce pays. Le cacique Raoni est l'élite de ce pays. Guilherme Leal [fondateur de Natura], en tant qu'homme d'affaires, est l'élite de ce pays », a-t-il déclaré.

Le banc des ruralistes semble insensible aux arguments de Marina. Elle et son équipe connaissent depuis longtemps les pressions exercées pour que le MMA soit « amputé » (terme employé par le ministre) dans le rapport de Bulhões sur le MP 1.154. Le député de la MDB Alagoas s'est rendu au ministère pour des réunions, au cours des dernières semaines, avec l'équipe de Marina. Lors de ces réunions, le sort de la RCA a été un sujet constant. Sonia Guajajara, en revanche, n'a jamais été sollicitée par Bulhões - qui, lors des réunions de la commission MP 1.154, a déclaré « j'aime les peuples indigènes ». Le ministre des peuples indigènes n'a abordé la question qu'avec Rui Costa.

Le registre environnemental rural est un document créé par le service forestier brésilien, dans lequel les personnes informent le gouvernement des zones qu'elles possèdent. Avec les progrès technologiques, les données du RAR ont commencé à être recoupées avec celles d'autres bases de données. Il est devenu possible d'identifier, par exemple, si la propriété déclarée par un agriculteur est en fait une terre indigène, une terre de protection environnementale permanente ou simplement une terre publique. C'est pourquoi « l'agrobusiness » souhaite que la RCA soit retirée des mains de ceux qui sont en mesure d'effectuer de tels croisements. Bolsonaro a répondu à ce désir en envoyant la base de données du registre au ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement

(Mapa). Le puissant caucus rural voulait que la situation ne change pas, même avec Lula au gouvernement. Il a réussi, au moins, à l'éloigner de Marina.

Jusqu'à présent, les ruralistes et le Centrão sont en train de gagner la bataille. Ils comptent pour cela sur l'antipathie indéniable qu'une bonne partie du PT éprouve pour Marina Silva. Au Congrès, il est facile d'entendre des critiques à l'égard de la ministre, non seulement dans les discours des parlementaires de l'opposition, mais aussi dans les conversations dans les bureaux des dirigeants du PT. Marina est méprisée par le PT depuis qu'elle a quitté le gouvernement Lula en 2008, parce que les attaques contre la protection de l'environnement ont rendu sa permanence insoutenable.

Lors des élections de 2022, dans le contexte d'un monde de plus en plus terrifié par l'urgence climatique, la plus importante militante écologiste du Brésil est devenue un atout électoral et international pour Lula, alors candidat. À l'étranger, elle est la principale figure de proue du gouvernement : elle a été la vedette du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, un événement prestigieux pour l'élite économique de la planète. Lula et le PT récoltent des dividendes avec Marina - mais jusqu'à présent, ils ont choisi de la laisser seule, exposée au zèle prédateur du Centrão.

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision câblée Globonews jeudi 25 après-midi, la ministre a qualifié les défaites consécutives subies par le secteur environnemental au Congrès de « nouvelle crise de six mois », faisant référence à celle vécue lors du premier gouvernement de Lula. « Nous vivons une tension qui n'est pas facile pour les ministères [qui s'occupent] des agendas sur lesquels le bolonarisme se concentre avec plus de force », a admis Marina, tout en soulignant la difficulté du gouvernement à dialoguer avec le parlement. "Nous construisons une majorité lorsque les conditions objectives sont réunies. En ce moment, le gouvernement éprouve cette difficulté.

Les mains qui applaudissent

La commission de la mesure provisoire 1.154 s'est réunie en personne pour la dernière fois mercredi après-midi (24). La veille, Isnaldo Bulhões avait lu son rapport et les changements qu'il proposait pour la mesure provisoire qui organisait le gouvernement Lula. Immédiatement, ils ont été critiqués par les écologistes, les dirigeants indigènes et même les journalistes économiques et conservateurs.

Toute cette attention a fait que la réunion finale de la commission a encombré la plénière, située dans l'un des couloirs de l'annexe II du Sénat. La députée Célia Xakriabá et ses conseillers s'y sont rendus peu après l'entretien dans la salle verte. Les députés d'extrême droite Zé Trovão (PL-SC) et Kim Kataguirí (União-SP) étaient déjà présents, bien qu'ils ne soient que membres suppléants de la commission.

Mais ce ne sont pas leurs discours qui ont retenu l'attention. « Je sais que tout a été fait pour que nous puissions garantir cette restructuration [de la conception du gouvernement fédéral] compte tenu des forces politiques de cette Chambre [le Congrès national] », a déclaré le député fédéral Alencar Santana (PT-SP), sur un ton contemporain. À ses côtés, son collègue Carlos Zarattini est allé plus loin : il a applaudi le retrait de la démarcation des terres indigènes du ministère des peuples indigènes, dirigé par Sonia Guajajara. Il s'est justifié en disant que « la Funai [Fondation nationale des peuples indigènes] a toujours très bien fait ce travail ». Zarattini a publiquement démontré qu'il n'était pas au courant : même après l'apparition du MPI, la Funai continue de réaliser une grande partie du travail de démarcation - au sein du ministère.

Finalement, la commission a approuvé le rapport d'Isnaldo Bulhões par 15 voix contre 3. Une fois le résultat promulgué, Randolfe Rodrigues et le président de la commission, le sénateur Davi Alcolumbre (União-AP), se sont longuement embrassés. Anciens adversaires dans la politique de

l'Amapa, les deux hommes se sont unis pour attaquer Marina Silva après que l'Ibama a rejeté le permis environnemental demandé par Petrobras pour forer un puits et vérifier s'il y a bel et bien du pétrole sur la côte équatoriale.

« Le gouvernement a été victorieux », s'est réjoui Randolfe. « Le rapporteur Isnaldo lui-même est témoin du fait que nous avons passé la journée à essayer d'inverser les changements apportés au chapitre environnemental. Cela n'a pas été possible. L'engagement de ce gouvernement est de restaurer la gouvernance environnementale au Brésil. Si cela est compromis à cause du rapport final, il est évident que le président de la République doit exercer son droit de veto », a érudé le sénateur lorsque SUMAÚMA l'a interrogé sur le poids de sa rupture avec Marina et son retrait de Rede (le parti de la ministre) pour l'approbation de la mesure provisoire 1154.

« Il ne faut pas mélanger les choses. Il y a une situation concernant mon état, il y a une situation concernant le parti politique dans lequel j'étais jusqu'alors. Cela ne change pas une virgule de mon engagement dans l'œuvre de reconstruction nationale. Et le travail de reconstruction nationale est inséparable du travail de reconstruction de la gouvernance environnementale », a-t-il déclaré. Et il a tenu à montrer qu'il avait agi avec le soutien de Lula : « J'agis ici sous le commandement, l'orientation et la direction du président de la République. Et c'est en ces termes que j'ai agi dans la mesure provisoire ».

Auparavant, Marina avait adressé un message au sénateur - sans le citer - lors de son intervention devant la commission de l'environnement de la Chambre des représentants : « Il est difficile de défendre l'environnement dans notre propre environnement. Et c'est ce que j'ai toujours fait. Il fut un temps où je ne pouvais pas marcher au milieu de mon État pour ne pas être lynché. Ce n'est pas une éthique de convenance, de circonstance. [Ici, je défends la durabilité, là, dans mon État, je ne la défendrai pas ». Je n'ai pas cette tache sur mon curriculum".

L'air de triomphe affiché par Randolfe cache la précipitation du gouvernement - ce qui n'est pas rien. Le texte final de la PM 1154, avec les changements introduits par Isnaldo Bulhões avec l'aval du gouvernement, doit encore être voté par la Chambre et le Sénat en séance plénière la semaine prochaine. Il ne reste que deux jours pour cela : mardi et mercredi prochains, les 30 et 31 mai.

La tronçonneuse et le violon

En ce jeudi matin ensoleillé et froid à Brasilia, l'ambiance avant l'arrivée de Marina Silva à l'inauguration du nouveau président de l'Institut Chico Mendes pour la conservation de la biodiversité (ICMBio), Mauro Pires, était à la frustration et à la consternation face au massacre de la nuit précédente.

Outre le démantèlement de la zone environnementale provoqué par le projet de loi 1154, la plénière de la Chambre des députés a approuvé, au début de la nuit, le traitement urgent d'un projet de loi, le projet de loi 490, qui vise à créer un cadre temporel pour la démarcation des terres indigènes au Brésil. Le texte pourrait ainsi être approuvé la semaine prochaine et envoyé au Sénat. Il s'agit d'une tentative de la part du banc ruraliste de dégonfler la reprise du procès de l'étape temporelle devant la Cour suprême fédérale, prévue pour le 7 juin.

Enfin, dans un nouveau coup porté à l'agenda environnemental du gouvernement actuel, les députés ont également modifié le texte d'une ancienne mesure provisoire de Bolsonaro visant à rétablir l'autorisation d'installer des lignes de transport d'énergie, des gazoducs et des systèmes publics d'approvisionnement en eau dans les zones de la forêt atlantique - sans études d'impact environnemental préalables ni compensation. Cette autre mesure provisoire approuvée par les députés est considérée par les spécialistes comme une faille juridique permettant la déforestation

dans les zones de la forêt atlantique.

Marina est arrivée à la structure installée au sommet du parc national de Brasilia et a tenté d'encourager un public qui, contrairement à la matinée précédente, était inconditionnellement allié. « Seul Chico Mendes a survécu », a-t-elle dit en riant, en référence aux paroles de Xote Ecológico, une chanson de Luiz Gonzaga datant de 1977 qui est devenue un hymne environnemental et qui a été chantée alors qu'elle se dirigeait vers la chaire pour prononcer son discours.

« Rômulo [Mello, ancien président de l'ICMBio] a survécu, Sœur Dorothy [Stang, religieuse américaine assassinée à Pará] a survécu, [le journaliste britannique] Dom Phillips a survécu, [l'indigéniste] Bruno [Pereira] a survécu. Je pourrais citer ici une liste énorme de personnes qui, même si leurs corps ne sont plus là, ont survécu », a-t-il rappelé.

Quelques minutes plus tard, il est allé droit au but : « Ils sont en train de transformer la mesure provisoire de l'administration du gouvernement qui a gagné [les élections de 2022] en mesure provisoire du gouvernement qui a perdu. En particulier dans le domaine de l'environnement et des peuples indigènes, mais nous devons résister. Et nous résisterons, en gérant ces contradictions, en créant des alternatives, en cherchant des solutions », a-t-il déclaré.

« Nous n'aimons pas voir ce qui se passe au Congrès, ce n'est bon pour personne, ni pour le Congrès, ni pour l'agro-industrie, surtout pour les progrès que nous avons réalisés pendant plus de quatre décennies. Mais nous ferons un effort pour être comme Paganini », a-t-il déclaré, avant d'ajouter une légende selon laquelle le célèbre violoniste n'a pas cessé de jouer de son instrument même après avoir vu trois des quatre cordes se briser, devant un orchestre silencieux et un public ébahi.

Marina Silva semble vouloir résister à tout. Même au PT. Reste à savoir s'il restera des cordes après le vote en plénière.

Rafael Moro Martins

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Sumaúma

<https://sumauma.com/como-o-pt-abracou-o-centrao-e-deixou-marina-e-sonia-a-deriva/>